## Fitch Ratings confirme la note du Maroc

- L'agence rassurée par les réformes menées
- Elle table sur une croissance aux alentours de 4%
- La hausse du chômage préoccupe tout de même les analystes

Investment grade. Fitch Ratings a reconduit la notation de la dette souveraine du Royaume avec perspectives stables. Pour l'agence d'évaluation, cette décision traduit en partie «l'engagement du gouvernement à se tenir à ses réformes, tout en maintenant une croissance relativement élevée». En effet, la croissance du PIB en 2013 a bondi à 4,8%, résultat d'une bonne année agricole malgré le ralentissement des autres filières. Pour 2014, l'agence prévoit un taux de croissance aux alentours de 4% en raison cette fois-ci de la bonne tenue des secteurs non agricoles. «La reprise économique gra-

duelle dans la zone euro ainsi que la demande domestique grandissante pourront également doper la croissance du Maroc». D'ailleurs, l'agence d'évaluation semble confiante sur l'avenir du Royaume. Selon les analystes, «il suffira juste de mettre en place des réformes structurelles et de se tenir aux mesures déjà installées». Justement, l'agence a bien noté la réduction des relative à la Caisse de compensation». A cela s'ajoute la baisse des prix du pétrole, le resserrement budgétaire ou encore le renforcement de la demande des exportations grâce à l'installation d'industriels internationaux au Maroc. Dans ce sens, l'agence table sur une stabilisation des réserves de changes à 4,5 mois d'importations à l'horizon 2015. Aussi, la dette extérieure nette

## Principales hypothèses de l'agence de notation

LES perspectives stables prévoient une réduction progressive des déficits jumeaux par rapport au pic de 2012. Cela favorisera la stabilisation de la dette publique et aussi une reconstitution des réserves de changes. Le recul du déficit budgétaire serait induit par la baisse du prix du pétrole qui pourrait atteindre 100 dollars le baril en 2015 (contre 109 dollars le baril en 2013). Fitch table également sur une reprise graduelle dans la zone euro, à 1,1% en 2014 et 1,4% en 2015, contre -0,4% en 2013. Par ailleurs, au niveau local, l'agence suppose la poursuite des réformes dans un contexte de stabilité sociale.

déficits jumeaux au terme de l'année précédente. Le déficit public a atteint un niveau de 5,4%. Le compte courant a été ramené à 7,5%. «Ce recul est attribuable à une volonté politique à poursuivre la réforme

devrait poursuivre sa hausse pour atteindre 16% du PIB, sur la même période. Pour Fitch, ce ratio est tiré par la dette du Trésor qui a atteint un seuil de 46,6% du PIB. Un niveau qui devrait être maintenu cette

année, selon l'agence. «Cette stabilisation serait toutefois menacée par une croissance moins forte conjuguée à un ralentissement moins important que prévu du déficit public».

De même, Fitch semble préoccupée par le taux relativement élevé du chômage à 9.2%. «Si rien n'est fait pour y remédier, la notation du Maroc pourrait être revue à la baisse», prévient Fitch. L'instabilité sociale, limitant la marge de manœuvre politique pour procéder à des réformes, présente également une menace pour la note. En outre, les experts pourraient dégrader la note s'ils constatent un relâchement dans les efforts de consolidation afin de réduire le déficit budgétaire. Une faible performance économique, une forte augmentation de la dette extérieure nette face aux chocs extérieurs (hausse des prix du pétrole, ralentissement de la demande européenne) pourraient également constituer des facteurs négatifs.

Aïda Lo